BV.

CONSEIL D'ETAT
08-12-1988
coordination

L. 18.799/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 16 novembre 1988, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant le règlement de la bourse de fonds publics et de change de Bruxelles", a donné le 30 novembre 1988 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 16 november 1988 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van de verordening op de openbare fondsen- en wisselbeurs van Brussel", heeft op 30 november 1988 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PRELIMINAIRE.

Le règlement de la bourse de fonds publics et de change de Bruxelles que l'arrêté royal en projet tend à modifier n'a jamais fait l'objet d'une publication au Moniteur belge.

Les multiples modifications qui y ont été apportées ont été publiées; seules quatre d'entre elles ne l'ont pas été.

Le règlement en question étant un règlement intéressant la généralité des citoyens, doit être publié au Moniteur belge ainsi que ses modifications, conformément à l'article 6 de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires.

Il faudra donc veiller à publier au Moniteur belge le texte du règlement de la bourse de fonds publics et de change de Bruxelles, les quatre arrêtés royaux non publiés (1) ainsi que l'arrêté en projet qui tend à modifier ce règlement en y insérant de nouvelles dispositions.

EXAMEN DU TEXTE.

Préambule.

L'arrêté en projet tend à modifier le règlement de la bourse de fonds publics et de change de Bruxelles et non pas l'arrêté royal du 1er février 1935 auquel ce règlement était annexé.

---

.../...

(1) arrêté ministériel du 28 mai 1945; arrêté du Régent du 1er juin 1945; arrêté ministériel du 19 novembre 1945; arrêté ministériel du 20 janvier 1951.

Il y a donc lieu de remplacer les alinéas 2 et 3 par un seul alinéa rédigé comme suit :

"Vu le règlement de la bourse de fonds publics et de change de Bruxelles, annexé à l'arrêté royal du 1er février 1935, notamment les articles 24 et 25 et l'article 147 remplacé par l'arrêté royal du 22 avril 1977;".

Dispositif.

Article 1er.

L'article 25 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Les locaux de la Bourse sont affectés au service du marché des fonds publics et répartis pour la tenue du marché du comptant, du marché à terme, du marché continu et du marché des changes; ils comprennent en outre une salle des banquiers et une salle des liquidations".

Article 2.

L'article 2 en projet tend à introduire dans le règlement de la bourse de fonds publics et de change de Bruxelles un nouveau chapitre IXbis comprenant les articles 125bis à 136bis.

Cette méthode d'insertion est incorrecte.

.../...

En effet, en cas de coordination, par exemple, chaque article bis viendrait à figurer derrière l'article portant le même numéro.

Telle n'étant pas l'intention du Gouvernement, il s'impose de placer le chapitre IXbis après le chapitre IX qui comporte les articles 125 à 142 et de numéroter les nouveaux articles en 142bis, 142ter, etc...

De plus, il y a lieu de revoir la numérotation des articles ainsi que les références que feraient certaines dispositions de l'arrêté en projet à d'autres dispositions du règlement.

Article 125bis (devenant l'article 142bis).

Alinéa 1er.

Au début de cet article, il y a lieu de supprimer les mots "En ce qui concerne les titres visés à l'article 126bis". Le début du texte néerlandais doit être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

La fin de cet article devrait être modifiée comme suit : "... en fonction des informations fournies par ordinateur".

Alinéa2.

L'alinéa 2 est rédigé de manière équivoque.

.../...

On pourrait, en effet, penser à une première lecture qu'il s'agit de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet. Or, en réalité, il semble que la date d'entrée en vigueur envisagée n'est pas celle du projet, mais la date de la mise en service du système informatisé.

Dès lors, compte tenu de cette observation, l'alinéa 2 de l'article 2 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Avec l'accord du commissaire du Gouvernement, la Commission de la bourse fixe la date d'entrée en service de ce système".

Article 126bis (devenant l'article 142ter).

Alinéa 1er.

L'alinéa premier serait mieux rédigé comme suit :

"La Commission de la bourse désigne parmi les titres admis au marché à terme ceux qui peuvent être négociés au marché continu".

Alinéa 2.

Aux alinéas 2 et 3, il convient de remplacer les mots "accord préalable" par le mot "autorisation" qui correspond mieux à l'intervention prévue.

.../...

Alinéa 3.

L'alinéa 3 de l'article en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Moyennant l'autorisation du Fonds des rentes, la Commission de la bourse peut admettre au marché continu des obligations émises par des institutions publiques belges, qui sont admises à la cote".

Article 127bis (devenant l'article 142quater).

Cet article porte une dérogation à l'article 24 du règlement de la bourse de fonds publics et de change de Bruxelles, lequel article fixe des heures d'ouverture de la bourse.

Cet article 24 ne répond plus aux réalités actuelles, en particulier lorsqu'il prévoit la tenue d'un marché à terme le samedi, de novembre à avril. De plus, l'article 24 semble viser, en ordre principal, les heures d'ouverture des locaux de la bourse plus que les heures d'ouverture des marchés qui s'y tiennent. Ces heures d'ouverture sont prévues à l'article 66 pour le marché au comptant et à l'article 129 pour le marché à terme.

Il se recommande, dès lors, de modifier la rédaction de l'article 24. A cet effet, il convient d'insérer au début de l'arrêté en projet un article premier qui serait rédigé comme suit :

.../...

"Article 1er.-

L'article 24 du règlement de la bourse de fonds publics et de change de Bruxelles est remplacé par la disposition suivante :

"Article 24. Les locaux de la bourse sont ouverts aux jours et heures déterminés par la Commission de la bourse"".

Il s'ensuit que :

1° dans l'article 127bis en projet, il y a lieu d'omettre les mots : "En dérogation à l'article 24";

2° il y a lieu d'ajouter l'article 24 parmi les articles visés à l'alinéa 2 du préambule;

3° l'article 1er du projet devient l'article 2.

Article 129bis (devenant l'article 142sexies).

La fin du premier alinéa de cet article serait mieux rédigée comme suit :

"pour compte de leurs clients ou pour compte de leur patrimoine professionnel".

D'autre part, la question peut se poser si un agent de change peut opérer au marché continu pour compte de son patrimoine privé. Dans l'affirmative, le texte devrait être complété sur ce point.

De l'accord du délégué du Gouvernement, le second alinéa de l'article en projet doit être omis.

.../...

Article 130bis (devenant l'article 142septies).

L'article 130bis en projet, devenant l'article 142septies, serait mieux rédigé comme suit :

"Article 142septies.-

L'article 130 est applicable aux transactions concernant les titres admis au marché à terme et traités au marché continu".

Article 131bis (devenant l'article 142octies).

Paragraphe 1er.

La seconde phrase de l'alinéa premier ainsi que l'alinéa deux sont superflus et doivent être omis.

Quant à la première phrase du paragraphe 1er de l'article 131bis, il est proposé d'en faire l'alinéa 2 de l'article 130bis, alinéa qui serait rédigé comme suit :

"Sont seuls admis au marché continu, les ordres portant sur le nombre minimum de titres de chaque espèce, tel qu'il est fixé pour chaque transaction, ou un multiple de ce nombre".

Dans le troisième alinéa du paragraphe 1er de l'article 131bis, il y a une discordance entre le texte français qui utilise le mot "horodatage" et le texte néerlandais qui utilise le mot "datumstempeling".

Il y a lieu de mettre les deux textes en concordance, le mot français paraissant le plus adéquat et le plus précis.

Paragraphe 2.

Alinéa 1er.

Le début de ce paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Il y a des ordres ordinaires et des ordres spéciaux".

Il y a lieu de supprimer la division en 1° et en 2° du même paragraphe.

Alinéa 2.

A la fin de l'alinéa 2 de ce même paragraphe, il y a lieu d'écrire :

"ou sous forme d'ordre stop".

Alinéa 3.

A l'alinéa 3 du même paragraphe, il est prévu qu' "En cas d'exécution partielle et sauf instructions contraires, le solde au cours d'ouverture est porté aux oppositions".

Ce mot "oppositions" est utilisé dans un sens spécifique, pour désigner le tableau des offres d'achat et de vente qui n'ont pas trouvé de contrepartie.

Le même terme est déjà utilisé aux articles 82, 83, 84, et 132 du règlement. Si l'on veut éviter toute confusion avec l'opposition visée dans la loi du 24 juillet

1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur, il y aurait lieu de compléter l'alinéa par les mots "au sens de l'article 82 du présent règlement".

Alinéa 7.

Le Conseil d'Etat, section de législation, se demande si la dernière phrase de cet alinéa ne serait pas mieux rédigée comme suit :

"Si ce nombre minimal ne trouve pas immédiatement de contrepartie, l'ordre est annulé".

Dans le même ordre d'idées, il conviendrait d'écrire, au dernier alinéa du même paragraphe 2 :

"Si ce nombre minimal ne trouve pas de contrepartie, au moment où l'ordre entre au marché, cet ordre est porté aux oppositions jusqu'à ce que le nombre minimal puisse être entièrement exécuté".

Article 132bis (devenant l'article 142nonies).

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Lors de la passation de son ordre, l'agent de change ou son délégué doit mentionner de manière précise le genre d'ordre dont il souhaite l'exécution, de même que sa durée de validité, qui ne peut être supérieure à un an à compter du jour de l'introduction de l'ordre.

.../...

A défaut d'une telle indication concernant sa durée, l'ordre est valable un jour.

Lorsque des fonds publics...(la suite comme au projet)".

Articles 133bis et 134bis (devenant l'article 142decies).

Ces deux articles doivent être fusionnés.

La seconde phrase de l'article 133bis doit être omise.

Dès lors, l'article 142decies serait rédigé comme suit :

"Les ordres traités au marché continu portant sur les valeurs admises au marché à terme peuvent faire l'objet d'opérations de report.

Les articles 140 à 142 sont applicables aux opérations visées au présent chapitre, lequel concerne les valeurs admises au marché à terme".

Article 135bis (devenant l'article 142undecies).

L'article 135bis en projet prévoit que la Commission de la bourse est habilitée à préciser dans un vade-mecum les règles qui régissent la procédure de surveillance, la technique de cotation des valeurs admises au marché continu ainsi que la procédure de liquidation des valeurs admises au marché mais non admises au marché à terme.

.../...

Ces règles devraient en outre, permettre, selon l'article 131bis, § 2, 1°, alinéa 3, en projet, de prévoir des cas où un ordre peut ne recevoir aucune exécution.

Comme le Conseil d'Etat l'a rappelé à maintes reprises, il n'appartient pas au Roi de confier, dans des termes particulièrement larges, à une autorité administrative le pouvoir de fixer des règles de caractère réglementaire et non purement techniques, qui seraient reprises dans un vade-mecum qui ne ferait l'objet d'aucune publicité.

En revanche, s'il faut exclure du vade-mecum dont il est question à l'article 135bis toute règle normative, le Conseil d'Etat ne voit aucun inconvénient à ce que la Commission de la bourse fixe, dans le vade-mecum en question, les instructions de caractère technique en vue du fonctionnement du système de négociation assistée par ordinateur.

Il résulte de ce qui précède que l'article 131bis, § 2, alinéa 4 ("Dans certains cas prévus par le vade-mecum...") doit être omis.

Article 136bis.

Cet article fait double emploi avec l'article 17 du règlement précité. Il convient donc d'omettre l'article en projet.

.../...

Article 3 (devenant l'article 4).

L'article 3 devrait être rédigé comme suit :

"Article 4.-

Dans l'article 147 du même règlement, modifié par l'arrêté royal du 22 avril 1977, les mots "ou au marché continu" sont insérés entre le mot "terme" et les mots "le courtage"".

---

ALGEMENE OPMERKING.

De verordening op de openbare fondsen- en wisselbeurs te Brussel, die door het ontworpen koninklijk besluit zou worden gewijzigd, is nooit bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

De veelvuldige wijzigingen die erin zijn aangebracht zijn, op vier na, wel bekendgemaakt.

Aangezien de verordening in kwestie een verordening is die de burgers in het algemeen aanbelangt, dient zij net als de wijzigingen ervan, in het Belgisch Staatsblad te worden bekendgemaakt, overeenkomstig artikel 6 van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en in werking treden van wetten en verordeningen.

Er zal dus voor gezorgd moeten worden dat de tekst van de verordening op de openbare fondsen- en wisselbeurs te Brussel, de vier niet-bekendgemaakte koninklijke besluiten (1) alsook het ontworpen koninklijk besluit dat die verordening bedoelt te wijzigen door invoeging van nieuwe bepalingen, in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt.

.../...

---

(1) Ministerieel besluit van 28 mei 1945; besluit van de Regent van 1 juni 1945; ministerieel besluit van 19 november 1945; ministerieel besluit van 20 januari 1951.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Aanhef.

Het ontworpen besluit beoogt de verordening op de openbare fondsen- en wisselbeurs te Brussel te wijzigen en niet het koninklijk besluit van 1 februari 1935 waar die verordening was bijgevoegd.

Het tweede en het derde lid behoren dus door slechts één als volgt geredigeerd lid te worden vervangen :

"Gelet op de verordening op de openbare fondsen- en wisselbeurs te Brussel, gevoegd bij het koninklijk besluit van 1 februari 1935, namelijk artikelen 24 en 25 en artikel 147 vervangen bij koninklijk besluit van 22 april 1977;".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Het ontworpen artikel 25 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De lokalen van de Beurs zijn bestemd voor de dienst van de openbare fondsenmarkt en worden verdeeld voor het houden van de contantmarkt, de termijnmarkt, de continumarkt en de wisselmarkt; zij omvatten bovendien een bankierszaal en een liquidatiezaal".

.../...

Artikel 2.

Het ontworpen artikel 2 beoogt in de verordening op de openbare fondsen- en wisselbeurs te Brussel een nieuw hoofdstuk IXbis in te voegen dat de artikelen 125bis tot 136bis omvat.

Deze wijze van invoeging is verkeerd.

In geval van coördinatie bijvoorbeeld zou immers elk artikel bis achter het artikel dat hetzelfde nummer draagt komen te staan.

Aangezien de Regering het niet zo bedoelt, is het geboden hoofdstuk IXbis in te voegen na hoofdstuk IX, dat de artikelen 125 tot 142 omvat, en de nieuwe artikelen te nummeren als 142bis, 142ter, enz. ...

Bovendien zouden de nummering van de artikelen alsook de verwijzingen in sommige bepalingen van het ontworpen besluit naar andere bepalingen van de verordening moeten worden herzien.

Artikel 125bis (dat artikel 142bis wordt).

Eerste lid.

Aan het begin van dit artikel behoren de woorden "Wat betreft de in artikel 126bis beoogde effecten" te vervallen. De Nederlandse tekst dient dan als volgt te beginnen : "De Beurscommissie organiseert een van de computer gebruikmakend verhandelingssysteem, hierna "continumarkt" genoemd ...".

.../...

Het slot van het lid zou als volgt gewijzigd moeten worden : "... en voor de uitvoering ervan te zorgen aan de hand van de door de computer verschafte inlichtingen".

Tweede lid.

Het tweede lid is dubbelzinnig gesteld.

Bij een eerte lezing zou men namelijk kunnen denken dat het gaat om de inwerkingtreding van het ontworpen besluit. In werkelijkheid lijkt echter niet de datum van inwerkingtreding van het ontwerp te worden bedoeld, maar de datum waarop het gecomputeriseerde systeem in gebruik wordt genomen.

Gelet op die opmerking zou het bijgevolg beter zijn het tweede lid van het ontworpen artikel 2 als volgt te redigeren :

"De Beurscommissie bepaalt met het goedvinden van de Regeringscommissaris op welke datum dat systeem in gebruik genomen wordt".

Artikel 126bis (dat artikel 142ter wordt).

Eerste lid.

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te stellen :

.../...

"De Beurscommissie wijst van de tot de termijnmarkt toegelaten effecten die aan welke op de continumarkt kunnen worden verhandeld".

Tweede lid.

In het tweede en het derde lid behoren de woorden "het voorafgaandelijk akkoord" te worden vervangen door het woord "toestemming", dat beter beantwoordt aan de bedoelde bemoeienis.

Derde lid.

Het zou beter zijn het derde lid van het ontworpen artikel als volgt te redigeren :

"Met toestemming van het Rentenfonds mag de Beurscommissie door Belgische openbare instellingen uitgegeven obligaties die in de notering zijn opgenomen, toelaten tot de continumarkt".

Artikel 127bis (dat artikel 142quater wordt).

Dit artikel houdt een afwijking in van artikel 24 van de verordening op de openbare fondsen- en wisselbeurs te Brussel, welk artikel openingstijden voor de beurs vaststelt.

.../...

Dit artikel 24 komt niet meer met de huidige toestand overeen, in het bijzonder in zoverre het bepaalt dat van november tot april op zaterdag termijnmarkt wordt gehouden. Daarenboven lijkt artikel 24 hoofdzakelijk te doelen op de openingstijden van de beurslokalen, veeleer dan op de tijden waarop de markten die er gehouden worden opengesteld zijn. In die openstellingstijden is voorzien in artikel 66 wat de contantmarkt betreft en in artikel 129 wat de termijnmarkt betreft.

Derhalve is het raadzaam de redactie van artikel 24 te wijzigen. Daartoe past het aan het begin van het ontworpen besluit een artikel 1 in te voegen dat als volgt zou worden geredigeerd :

"Artikel 1.-

Artikel 24 van de verordening op de openbare fondsen- en wisselbeurs te Brussel wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 24. De lokalen van de beurs zijn open op de dagen en uren die door de Beurscommissie worden bepaald"".

Hieruit volgt dat :

1° in het ontworpen artikel 127bis de woorden "In afwijking van artikel 24" moeten vervallen;

.../...

2° artikel 24 dient te worden toegevoegd aan de artikelen waarnaar in het tweede lid van de aanhef wordt verwezen;

3° artikel 1 van het ontwerp artikel 2 wordt.

Artikel 129bis (dat artikel 142sexies wordt).

Het zou beter zijn het slot van het eerste lid van dit artikel als volgt te redigeren :

"voor rekening van hun cliënten of voor rekening van hun bedrijfsvermogen".

Daarenboven rijst de vraag of een wisselagent op de continumarkt kan handelen voor rekening van zijn privévermogen. Zo ja, dan zou de tekst op dat punt moeten worden aangevuld.

Het tweede lid van het ontworpen besluit moet vervallen; de gemachtigde van de Regering is het daarmee eens.

.../...

Artikel 130bis (dat artikel 142septies wordt).

Het ontworpen artikel 130bis, dat artikel 142septies wordt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 142septies.-

Artikel 130 is van toepassing op de verrichtingen met betrekking tot de op de continumarkt verhandelde effecten die op de termijnmarkt toegelaten zijn".

Artikel 131bis (dat artikel 142octies wordt).

Paragraaf 1.

De tweede volzin van het eerste lid alsmede het tweede lid moeten als overbodig vervallen.

Wat de eerste volzin van paragraaf 1 van het ontworpen artikel 131bis betreft, wordt voorgesteld daarvan het tweede lid van artikel 130bis te maken, in de volgende redactie :

"Tot de continumarkt worden enkel de orders toegelaten die betrekking hebben op het minimumaantal effecten van elke soort, zoals bepaald voor elke transactie, of op een veelvoud van dat aantal".

In het derde lid van paragraaf 1 van artikel 131bis is er een gebrek aan overeenstemming tussen de Franse tekst, die werkt met het woord "horodatage", en de Nederlandse tekst, die het woord "datumstempeling" gebruikt.

De twee teksten dienen met elkaar in overeenstemming te worden gebracht; de Franse term lijkt in dat verband de meest passende en de nauwkeurigste.

Paragraaf 2.

Eerste lid.

Het begin van paragraaf 2 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Er zijn gewone orders en speciale orders".

De indeling van dezelfde paragraaf in 1° en 2° dient te vervallen.

Tweede lid.

Aan het slot van het tweede lid van diezelfde paragraaf schrijve men :

"of in de vorm van een order stop".

Derde lid.

Het derde lid van dezelfde paragraaf bepaalt : "In geval van gedeeltelijke uitvoering en behoudens andersluidende instructies, wordt het saldo tegen de openingskoers overgebracht naar de opposities".

.../...

Dat woord "opposities" wordt in een specifieke betekenis gebruikt, ter aanduiding van de Tabel van de aanbiedingen tot aankoop en verkoop, waarvoor geen tegenpartij gevonden is.

Dezelfde term (in de Nederlandse tekst evenwel "koersverzetaantekening") komt reeds voor in de artikelen 82, 83, 84 en 132 van het reglement. Wil men elke verwarring vermijden met het verzet bedoeld in de wet van 24 juli 1921 op de ongewilde buitenbezitstelling van de titels aan toonder, dan zou het lid moeten worden aangevuld met de woorden "in de zin van artikel 82 van dit reglement".

Zevende lid.

De Raad van State, afdeling wetgeving, vraagt zich af of de laatste volzin van dit lid niet beter als volgt zou worden geredigeerd :

"Indien voor dat minimumaantal niet onmiddellijk een tegenpartij wordt gevonden, wordt de order vernietigd".

In dezelfde gedachtengang zou in het laatste lid van dezelfde paragraaf 2 moeten worden geschreven :

"Indien voor dat minimumaantal geen tegenpartij wordt gevonden op het ogenblik waarop de order op de markt komt, wordt die order naar de opposities overgedragen totdat het minimumaantal geheel kan worden uitgevoerd".

.../...

Artikel 132bis (dat artikel 142nonies wordt).

Dat artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Bij het geven van zijn order moet de wisselagent of zijn afgevaardigde nauwkeurig vermelden welk soort order hij wenst te laten uitvoeren, alsmede hoelang zijn order geldig blijft; die geldigheidsduur mag niet langer zijn dan één jaar te rekenen vanaf de dag waarop de order wordt ingediend.

Bij ontstentenis van een dergelijke vermelding betreffende haar duur, blijft de order één dag geldig.

Wanneer op de continumarkt ...(voorts zoals in het ontwerp)".

Artikelen 133bis en 134bis (die artikel 142decies worden).

Die twee artikelen moeten worden samengevoegd.

De tweede volzin van artikel 133bis moet vervallen.

Artikel 142decies zou dan als volgt worden geredigeerd :

.../...

"De orders die op de continumarkt worden verhandeld inzake de effecten die tot de termijnmarkt zijn toegelaten, kunnen het voorwerp uitmaken van overdrachtverrichtingen.

De artikelen 140 tot 142 zijn van toepassing op de verrichtingen, bedoeld in dit hoofdstuk, dat betrekking heeft op de effecten die tot de termijnmarkt zijn toegelaten".

Artikel 135bis (dat artikel 142undecies wordt).

Het ontworpen artikel 135bis bepaalt dat de Beurscommissie in een vademecum de regels inzake de toezichtprocedure, de noteringstechniek van de effecten toegelaten tot de continumarkt, alsook de vereffeningsprocedure van effecten toegelaten tot de continumarkt maar niet tot de termijnmarkt, nader mag bepalen.

Die regels zouden het bovendien, volgens het ontworpen artikel 131bis, § 2, 1°, derde lid, mogelijk moeten maken gevallen te bepalen waarin een order geen enkele uitvoering krijgt.

De Raad van State heeft er reeds herhaaldelijk op gewezen dat het de Koning niet toekomt in bijzonder ruime bewoordingen aan een administratieve overheid de bevoegdheid op te dragen tot het vaststellen van regels van verordenende en niet van louter technische aard, die zouden worden opgenomen in een vademecum dat op generlei wijze zou worden bekendgemaakt.

.../...

Moet elke normatieve regel buiten het vademecum gehouden worden waarvan sprake is in artikel 135bis, dan heeft de Raad van State er echter geen enkel bezwaar tegen dat de Beurscommissie in het bedoelde vademecum de voorschriften van technische aard bepaalt met het oog op de werking van het gecomputeriseerde verhandelingssysteem.

Uit het vorenstaande volgt dat artikel 131bis, § 2, vierde lid ("In sommige gevallen bepaald door het vademecum ...) moet vervallen.

Artikel 136bis.

Dat artikel vormt een doublure met artikel 17 van de voormelde verordening. Het ontworpen artikel dient bijgevolg te vervallen.

Artikel 3 (dat artikel 4 wordt).

Artikel 3 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 4.-

In artikel 147 van dezelfde verordening, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 april 1977, worden de woorden "of op de continumarkt" ingevoegd tussen de woorden "op termijn" en de woorden "is het commissieloon"".

---

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,

F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Les rapports ont été présentés par M. G. PIQUET, premier auditeur honoraire, et M. J. REGNIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

De verslagen werden uitgebracht door de H. G. PIQUET, ere-eerste auditeur, en M. J. REGNIER, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.